

Tripoli, Libye, 15 avril (Infosplusgabon) - Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a affirmé que le temps est venu de mettre fin au conflit en Libye, au moment où le processus politique s'enlise dans une impasse plus de sept ans après la chute du régime Khadafi.

Toutes les parties en Libye doivent continuer à travailler avec l'envoyé spécial, Ghassan Salamé, afin de mettre fin au conflit en Libye, a ajouté M. Guterres lors de la réunion du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient.

Il a souligné que M. Salamé s'est engagé dans le processus politique avec les différentes parties libyennes à travers le pays pour l'application du plan d'action des Nations unies.

Ghassan Salamé a mené une série de réunions avec les parties libyennes afin de mettre en œuvre le plan mis en place le 20 septembre 2017 pour relancer le processus politique en Libye en trois étapes, à commencer par l'amendement de l'Accord politique, l'organisation d'une conférence inclusive, l'adoption d'une constitution permanente pour le pays en prévision des élections législatives et présidentielle.

Au cours d'une réunion ministérielle arabe à Riyad, en Arabie saoudite, en marge du 29ème sommet arabe, M. Salamé a déclaré, samedi, qu'il y a des indicateurs positifs et d'autres moins

positifs concernant le plan d'action adopté par les Nations unies, soulignant que "tous les sondages d'opinion en Libye indiquent que les Libyens veulent des élections législatives".

Le plan de règlement de crise proposé par le représentant du secrétaire général de l'Onu et chef de la Mission d'Appui des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé, en septembre dernier, porte sur trois étapes s'étalant sur une année et comprenant la révision de l'Accord politique, la tenue d'une Conférence inclusive, l'adoption d'une Constitution et l'organisation d'élections générales, rappelle-t-on.

Au regard de l'impasse dans laquelle se trouve l'initiative onusienne, tous les protagonistes s'orientent actuellement vers l'option des élections générales afin de doter le pays d'une nouvelle majorité jouissant d'une légitimité des urnes comme solution pour mettre fin à la crise.

FIN/INFOSPLUSGABON/DSF/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon